Prix 400 F Cfa
N° 2810

Mercredi 14 novembre 2018

Directeur de la publication
Haman Mana

lejourquotidien@yahoo.fr

http://lequotidienlejour.com
Tél.: 222 04 01 85

le jour

faire savoir, faire voir, faire parler, faire comprendre

Finances publiques

L'inquiétant endettement

- D'après un rapport de la Chambre des comptes, l'Etat multiplie les emprunts pour payer ses créances.
- Le stock de la dette a atteint le double des recettes publiques. P. 3

Yaoundé

Menace de boycott de l'aéroport de Nsimalen

P. 6

Assemblée nationale

Les enjeux de la couverture santé en débat

P. 2

Les enjeux de la couverture santé en débat

Assemblée nationale. La commission des affaires culturelles et familiales s'y est penchée au cours d'un forum ouvert hier. L'objectif est de trouver des solutions pour un accès équitable aux soins de santé.

Le forum des parlementaires sur la Couverture santé universelle (Csu) s'est tenu hier 13 novembre à l'hémicycle. Selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), 400 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès aux soins de santé de base. Face à cette alerte, l'urgence est de mise. Il est question à travers ce système d'offrir des soins de qualité sur tout le territoire national et à toute la population sans barrière financière.

Le premier package constitué de 300 soins de base est réservé aux populations vulnérables à savoir les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes. Pour le ministre de la Santé publique, André Mama Fouda, la mise en œuvre de la Couverture santé universelle doit se faire de manière progressive via une phase de préparation de 2 ans. Cela permettra de répondre efficacement aux exigences. Pour cela, un avant projet de loi est en examen pour mieux faire face aux nombreux défis. La mise en branle de la Csu, permettra de résoudre 70% des soins de base. Tout le monde devra donc s'affilier. La question de la cotisation doit être abordée avec minutieux. Bien qu'elle soit obligatoire, les montants pour une cotisation obligatoire.

Présent à ce forum organisé par la Commission des affaires culturelles et familiales, le directeur général de la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps), Olivier Mekulu Mvondo, a attiré l'attention sur la prise en compte du contexte social avant toute prise de décision devant conditionner le succès d'un tel système de santé. Pour lui, il est important d'interroger le rapport que les populations ont avec les centres hospitaliers. « Il faudrait s'assurer tant de la bonne mise en place du système que de sa fonctionnalité et surtout de sa soutenabilité à long terme ». Selon une étude, certaines personnes font plus confiance aux tradi-praticiens qu'aux hôpitaux. Beaucoup restent dont à faire car la Csu doit être un succès. Pour cela, le personnel de santé doit être bien formé afin d'être à la hauteur des différentes reformes ; et le plateau technique relevé.

S.C.P

Promesse tenue !

Nsélang. Les populations ont massivement plébiscité Paul Biya, elles ont en retour reçu des vivres.

Nsélang, 10 novembre 2018, le Rdpc en fête après la réélection de Paul Biya.

Deux épines étaient sous les pieds du secteur 4 de la commission communale de campagne du Rdpc de Biwong-bulu dans le département de la Mvila. Deux candidats de l'opposition à l'élection présidentielle du 07 octobre dernier ont en effet des attaches familiales dans ce secteur. Il s'agit de Joshua Osih du Sdf et de Cabral Libii Ngué du parti Univers dont les épouses sont des filles du secteur. Une situation qui pouvait sérieusement mettre en difficulté le secteur 4 de la commission de campagne du Rdpc de Biwong-bulu lors de la dernière élection présidentielle. Que non. Le secteur 4 ayant même fait mieux. 99,14% des suffrages valablement exprimés en faveur du président Paul Biya. A l'échelle départementale, le secteur a été classé 3è. D'où le meeting de remerciement aux populations suite à la réélection du président Paul Biya.

Samedi, 10 novembre 2018 était donc jour de fête à Nsélang. Des réjouissances populaires pour tout le secteur. Et pour la circonstance, trois bœufs, 13 sacs de riz ont été distribué aux trois sous-sections du secteur. Nsélang, Nloupessa et Biba. Philémon Alfred Mendo, directeur général adjoint du port autonome de Kribi, président du secteur rappelant que, « cette cérémonie, c'est simplement pour remercier nos militants et pour honorer une promesse. Pendant la campagne, on leur a dit, votez le président et nous reviendrons vous voir. Donc il me semble qu'il était logique et normal qu'on tienne notre parole parce que nous voulons établir avec ces militants là, un contrat de confiance ». Rémy Magloire Etoua, directeur de l'école nationale supérieure polytechnique de Yaoundé, vice-président du secteur tout en remerciant les militants pour l'élection du président Paul Biya, pense déjà à l'avenir et exhorte ces derniers, « à ne pas dormir sur leurs lauriers parce que le plus dur reste à venir. Il faudrait que le Rdpc soit majoritaire au parlement pour que le président fasse aisément son travail ».

Jérôme Essian

Un nouveau souffle pour l'hôpital de Djoungolo

Santé. Afin de relever cet édifice qui a connu un déséquilibre, l'hôpital vient de renouveler le personnel.

Dans l'enceinte de l'hôpital de Djoungolo, sont dressés des chapiteaux de couleur blanche. Sur celle destiné à accueillir les patients, on peut lire sur une affiche : « l'hôpital de Djoungolo reprend de l'envol ». Dans cet espace aménagé sont assis des médecins et infirmières disponibles à recevoir les malades. «Nous prenons le poids, la tension des patients. Il y a une autre équipe qui offre ses services pour le planning familiale, le consulting pour le Vih/ Ist. Le test d'hémoglobine pour les femmes enceintes et les personnes âgées est gratuit ainsi que la glycémie à jeun. Après cet étape, les patients sont orientés en consultation », explique un médecin

Dans le grand bâtiment, se déroule le culte d'installation des membres de la nouvelle équipe dirigeante. Ils sont en fait au nombre de dix. Parmi eux il y a : un nouveau directeur, suivi de son adjoint, les surveillants généraux, un comptable matière et financière, le chef service des finances et autres. La joie est à son comble. Le personnel existant compte sur la nouvelle équipe pour rehausser la notoriété de leur hôpital. «Nous sommes fiers, enfin cette structure recouvrira sa valeur », se réjouit une infirmière. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, sur les affiches on retrouve : « l'hôpital de Djoungolo reprend de l'envol ». Le nouveau directeur conscient de ce challenge rassure : « C'est une grosse responsabilité d'assumer. Je me prépare au combat. Cet hôpital était déjà pratiquement au fonds de l'abîme. Nous avons pris sur nous de le réhabiliter et de le rendre fonctionnel. En réalité cet hôpital était le fleuron dans la ville de Yaoundé. Nous voulons qu'il retrouve cette place », explique Vincent de Paul Elanga, le nouveau directeur de cet hôpital. La mauvaise gestion financière, le matériel indéfectible et la vétusté des bâtiments sont les problèmes de cette structure.

L'hôpital de Djoungolo est le patrimoine de l'Eglise presbytérienne du Cameroun (Epc). Cette œuvre a connu un faible taux de fréquentation des malades, mais n'a jamais fermé les portes. « Il y a eu un malaise au sein de cette structure, ce depuis l'an 2000. Ce disfonctionnement est dû à la mauvaise gestion financière. Il y a eu beaucoup de directeurs avec l'affectation des personnes incompétentes. Mais pas la morgue est un service de l'hôpital qui sera réhabilité en son temps », réplique un autre infirmier.

A l'hôpital Epc de Djoungolo, le personnel médical regagne le terrain en offrant multiples services 24 h/24 : urgences, chirurgies, pédiatrie Diabétologie, La morgue qui est fermée pour l'instant, sera ressuscité avec le temps.

La réhabilitation des bâtiments a commencé et doit durer neuf mois, selon des sources. « Nous comptons relever le plateau technique qui n'existait presque plus. Améliorer les méthodes de gestion avec les outils informatiques. Pour faire ramener les malades et augmenter le chiffre d'affaire de l'hôpital », a rappelé le nouveau directeur.

Guillaume Aimée Mete

Découvrez votre quotidien en illimité sur tous les supports numériques

Souscrivez à l'offre 100% numérique à 150F Cfa/j

www.lequotidienlejour.info

Le journal du jour en exclusivité et celui de demain avant tout le monde

Le Cameroun s'endette pour vivre

Finances publiques. La Chambre des comptes a examiné le projet de loi de règlement 2017. Elle relève que l'Etat multiplie les emprunts pour payer ses créances. Le stock de la dette a atteint le double des recettes publiques.

La comptabilité générale de l'Etat en 2017 est dressée dans le projet de loi de règlement conçu par le gouvernement. Le texte est actuellement sur la table des députés et des sénateurs pour adoption. En attendant le verdict de l'Assemblée nationale et du Sénat, ce projet de loi a déjà été examiné par la Chambre des comptes de la Cour suprême. L'institution supérieure de contrôle des finances publiques a produit un rapport d'observations définitives (Rod) mis à la disposition du ministère des Finances et des deux chambres du Parlement.

Dans ledit rapport, la Chambre des comptes constate qu'en 2017, le Cameroun présente un solde budgétaire de base négatif. Il est de -333 milliards F.Cfa. Ce solde s'obtient par la différence entre le montant des recettes propres de l'Etat et le montant des dépenses publiques annuelles excluant la dette payée dans le budget public. Il s'agit du solde de base rapporté au Produit intérieur brut (Pib).Ce solde doit être nul ou positif, selon les critères édictés depuis le 1er janvier 2002 dans le cadre de surveillance multinationale de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cemac). Or, le solde budgétaire de base du Cameroun est négatif en 2017. Reprenant la directive Cemac, la Chambre des comptes fait le rappel suivant : « un solde budgétaire négatif traduit mécaniquement la situation d'un Etat qui s'endette pour assurer son service de la dette. » En d'autres termes, les multiples emprunts effectués par le Cameroun servent à payer les précédentes dettes. Le pays s'endette pour payer sa dette. C'est à se demander s'il est pris dans le cercle vicieux de l'endettement sans fin.

Surendettement

Et pour cause, la Chambre des comptes observe que le stock de la dette ne cesse d'augmenter. Il a presqu'atteint le double des recettes propres de l'Etat en 2017. Soit 6 203 milliards F.Cfa contre 3 131 milliards F.Cfa, selon les chiffres fournis par la Caisse autonome d'amortissement (Caa). « L'encours de la dette publique a atteint le taux de 199%des recettes propres réalisées », conclut la Chambre des comptes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le risque de surendettement du Cameroun est passé de « modéré » à « élevé », d'après l'agence de notation Moody's.

La conclusion de la Chambre des comptes tombe malgré les explications fournies par le ministère des Finances. Sur le solde budgétaire de base qui est négatif, l'administration dirigée par Louis Paul Motaze indique que le Cameroun n'a pas échappé au recul économique observé dans l'ensemble des pays de la sous-région Afrique Centrale. Le Minfi assure que l'équilibre sera retrouvé à moyen terme car, des espoirs sont fondés sur le Programme économique et financier conclu depuis juin 2017 avec le Fonds monétaire international. Dans le cadre de ce programme qui s'achève en 2019, le Cameroun a engagé des reformes budgétaires afin de bénéficier des crédits de 680,7 millions de dollars, soit environ 396 milliards F.Cfa. D'ici la fin 2018, l'Etat aura déjà encaissé 240 milliards F.Cfa. Après le Fmi, le pays devrait recevoir 300 milliards F.Cfa de ses autres partenaires, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou encore l'Agence française de développement.

Ces endettements et d'autres emprunts sont censés servir la croissance au Cameroun, c'est-à-dire la création de la richesse dont une partie permettra de rembourser. Ce n'est pas garanti pourtant. Et pour cause, l'Etat totalisait déjà 4 491,2 milliards F.Cfa au registre des Soldes engagés non décaissés (Send). Ce sont des emprunts obtenus mais non consommés. A ce sujet, la Chambre des comptes prévient : « l'augmentation des Sends d'année en année fait supporter des charges d'intérêts à l'Etat pour des fonds non employés. » En d'autres termes, le Cameroun s'endette, paye des intérêts, mais n'utilise pas les fonds si chèrement acquis pour investir dans son développement. A partir de ce constat, on peut comprendre que le budget 2017 n'ait pas été entièrement consommé. Le solde atteint quelque 300 milliards F.Cfa, selon le projet de loi de règlement déposé au Parlement par le gouvernement.

Indiscipline budgétaire

Le Cameroun s'endette pour payer sa dette. Pourtant, cet endettement pourrait mieux servir si les finances publiques ne souffraient pas de l'indiscipline budgétaire depuis des années. Une indiscipline qui traduit la mauvaise gouvernance et peut cacher des détournements de fonds publics. Des illustrations sont données par le Chambre des comptes. Les recettes et dépenses non régularisées s'élèvent respectivement à quelque 6,4 milliards F.Cfa et environ 76,2 milliards F.Cfa. Au Minfi, la direction générale du Budget explique que les fonds prévus sont généralement inferieurs aux réalisations. Dans le registre des prévisions, peut-être que les besoins des établissements publics et celles des sociétés d'économie mixte sont plus élevés que prévus. Dans tous les cas, il y a eu en 2017 un dépassement du plafond de 40 milliards F.Cfa au titre des emprunts concessionnels. En effet, l'encours de la dette avalisée par l'Etat a été de 51,7 milliards, indique le projet de loi de règlement. En même que la Caa a déclaré 51,9 milliards.

Toujours au registre de l'indiscipline budgétaire, la Chambre des comptes relève le sort réservé aux dotations budgétaires qui sont si souvent transformées en dépôts et caisses d'avance. Ces fonds servent finalement à payer des dépenses avant prestation. Des dotations sont utilisées au-delà de l'exercice budgétaire qui est annuel. Ainsi sont dissimulées des sous-exécutions du budget. Même les Comptes d'affectation spéciale (Cas) n'échappent pas à la gestion peu orthodoxe. Les 14 comptes de l'année 2017 ont été équilibrés en recettes et dépenses à 107,6 milliards. Les irrégularités notées sont les suivantes : dépassement des plafonds, allocations des subventions, payement des dépenses non éligibles, mauvais report des soldes, non intégration des soldes de trésorerie dans le résultat général, confusion dans la gestion des ressources dédiées aux Etablissements publics administratifs, notamment les ressources propres et les ressources logées dans le Cas. Par ailleurs, il n'y a pas eu de décret pour réguler le compte d'affectation ouvert pour le Fonds de soutien aux victimes des catastrophes et calamites naturelles.

L'Etat s'endette parce qu'il gère souvent mal les ressources à sa disposition. Il s'endette aussi alors que son propre argent est en déperdition. En effet, les restes des recettes fiscales et douanières à recouvrer ne cessent de croître au fil des années. En 2017, le stock a atteint les 1 300 milliards F.Cfa. L'engagement du Minfi à récupérer cet argent « n'a pas encore produit les résultats escomptés », dit la Chambre des comptes.

Toutes les observations faites par cette institution visent à améliorer la gouvernance budgétaire au Cameroun. D'où la pertinence du forum d'échanges tenue au Sénat ce mardi 13 novembre 2018. La Chambre des comptes, conduite par son président, Marc Ateba Ombala, est venue éclairer les sénateurs qui doivent examiner le projet de loi règlement 2017 au cours de la session parlementaire ouverte le 2 novembre dernier. Malgré les griefs relevés, le texte doit être adopté en l'état. Tel est l'avis de la Chambre des comptes.

Assongmo Necdem

"Le Quotidien ***Le Jour*** informe ses lecteurs, annonceurs et autres partenaires que sa Direction Régionale du Littoral est située à Douala au Carrefour Idéal.

Pour toutes autres informations, contactez le service commercial du Littoral aux numéros suivants:

699-93-76-72 / 677-28-48-15

Email: lejourquotidien@yahoo.fr"

L'Enam est-elle en

Christian Limbouye Yem*.

Ses anciens élèves souffrent de l'image quelque peu confuse qu'elle offre depuis nombre d'années maintenant. Ses pourfendeurs ne lâchent pas l'étreinte et concentrent en elle le mal administratif. On eût dit qu'elle les fascine, comme un travers d'ordre psychologique, tant ceux-ci semblent entretenir avec elle des relations dignes du complexe d'Œdipe. Le nombre de fonctionnaires issus d'autres couloirs et sollicitant d'y être recrutés, comme élèves, enseignants ou cadres techniques, ou le nombre de candidats à ses concours en est le signe le plus visible. Mais, l'ENAM, école des symboles humains du pouvoir, est-elle encore utile ? L'a-t-elle d'ailleurs jamais été ? Si ce sujet, populaire et ancien, n'est pas toujours l'objet d'études scientifiques systématiques, il n'a pas échappé à l'Ecole elle-même. Une illustration suffira.

Entre 1990 et 1992, le vent de la démocratie que porte depuis 1989 la perestroïka souffle sur toutes les nations. L'apartheid s'effondre. L'Afrique vibre. Ceux qui observent de loin cette révolution ne mesurent pas la charge émotive qu'elle fait peser sur les dirigeants et les intellectuels, perdus devant cette donne nouvelle et tiraillés entre l'idéal démocratique et l'épouvantail législatif alors en vigueur ? La presse hurle, les jeunes s'impliquent. Emboitant le pas à une conférence panafricaine sur la gouvernance à venir, l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature saisit l'occasion d'une de ses rares semaines culturelles pour questionner le destin : « Comment gouverner le Cameroun aujourd'hui ? »

Le thème de la table-ronde sonne comme un piège ou, aumoins, comme un défi. Les débatteurs conviés en privé, professeurs d'université pour la plupart, la crème, se rebiffent en dernière minute et c'est à Monsieur le Procureur Général près la Cour Suprême qu'il revient de nous entretenir, presqu'au pied levé, sous la forme d'une conférence académique, dans un amphithéâtre auquel notre curiosité juvénile apportera un brin de vie. A l'opposé de nos camarades du concours interne, déjà formatés par les calculs de carrière et une longue pratique de l'obligation de réserve.

Du fait qu'elle est proposée par le Directeur de l'Ecole lui-même, le Docteur Joseph DION NGUTE, et animée par un institutionnel, haut magistrat mâture, il est impensable que cette conférence puisse donner lieu à quelque écart de loyalisme. L'on s'attend donc à des développements policés, que nous servira l'orateur du jour, avec une subtilité digne des intelligences venues d'en-haut, déroulant son exposé en moins d'une minute. « Pour ne rien vous cacher, dira-t-il en substance, je pense que pour diriger le Cameroun demain, il faut trois choses. La première c'est la transparence, la deuxième c'est la transparence, la troisième c'est la transparence. Je vous remercie de votre bienveillante attention ». Le débat qui s'en suivit dura deux heures.

«Comment gouverner le Cameroun aujourd'hui » débattu à l'E.N.A.M. ? L'on croit rêver. Et, pourtant, c'est au plus haut personnage de l'Etat qu'il reviendra, plus de quinze ans plus tard, de relancer ce débat, dans la même enceinte, à l'occasion des manifestations commémoratives du cinquantenaire de cette institution.

Ce 1er décembre 2009, en effet, Paul BIYA, Président de la République, prononce un discours classique dans lequel, après avoir vanté les mérites de l'ENAM et de ses produits, en Chef d'Etat reniflant les défis de l'administration, invite à une refondation de celle-ci, non sans rappeler qu' « en réalité, c'est à l'E.N.A.M. que commence [l'] apprentissage de la bonne gouvernance ».

Ce bout de phrase inspirera, le lendemain, un rédacteur de LE MESSAGER, journal privé camerounais, qui interprètera l'interpellation ci-dessus comme imputant à l'institution « tout ce qui arrive aujourd'hui au pays : les différents actes de prévarication et d'atteintes à la fortune publique ». Interprétation reprise une semaine plus tard, dans l'édition du 09 Décembre 2009 du quotidien LE JOUR, où, à travers une chronique intitulée « L'ENAM et le pouvoir », Enoh MEYOMESSE, journaliste et homme politique, visiblement remonté, affirmera qu'à l'ECA, ancêtre de l'E.N.A.M, « on inculquait aux futurs administrateurs camerounais un sentiment de supériorité. Il leur était enseigné qu'ils allaient appartenir au «commandement», que la société entière devait être à leurs genoux, en leur qualité d'«autorités», que les autres Camerounais étaient des individus dont il fallait contenir le «mauvais esprit ». De développement ? Il n'en était que vaguement question ». Et, après avoir fortement raillé la nullité intellectuelle des élèves de l'E.N.A.M, il conclura, sentencieux : « Ces excellences ont conduit le pays à la faillite actuelle : deux fois champion du monde de la corruption ; disparition totale de la scène internationale ; faillite de toutes les entreprises d'Etat ; fraudes électorales massives, etc. Inutile de décrire le Cameroun que les diplômés de l'ENAM ont bâti en 49 ans d'indépendance. Ce n'est pas demain que nous serons dotés d'une bombe atomique. Ce n'est non plus demain que le Cameroun qu'ils ont construit fabriquera son premier engin spatial. Que dire simplement de sa première automobile ? Ils nous ont conduits dans le fossé avec leurs histoires de développement par les champs de manioc, d'arachide et de macabo. Ils nous ont fait croire que nous serons un grand pays respecté dans le monde à travers la « révolution verte ».

Ecole de formation de magistrats, l'E.N.A.M. connaît le terme « réquisitoire ». Celui que l'on vient de lire est cinglant. Comme ceux que l'on entend ci-et-la, depuis toujours, qui mêlent démesure, outrance et fiction, et ne peuvent laisser indifférents ceux qui, inscrits en thèse ou titulaires d'un doctorat avant leur entrée à l'E.N.A.M., ne se reconnaissent pas dans l'inanité ainsi décrite.

Ce discours, en effet, ne peut manquer de faire observer que l'administration camerounaise n'est que très minoritairement constituée de diplômés de l'E.N.A.M. et abonde de personnels issus d'autres lieux de formation, y compris dans son encadrement supérieur. N'est-il pas clair qu'en assimilant ainsi tous les fonctionnaires aux diplômés et brevetés de l'E.N.A.M. l'opinion établit un parallèle injustifié entre l'inconduite des intéressés et une Ecole dans laquelle la majorité n'a pourtant jamais mis les pieds ou n'y a passé que quelques heures, sanctionnées par un certificat ou une attestation de séminaire ?

S'il faut, en un certain sens, reconnaître que certains discours généralement entendus sur les « tares » de l'ENAM ne manquent pas de pertinence, il faut également admettre que les critiques faites à cette Ecole, comme à toutes les institutions d'ailleurs, doivent rester lucides, toute évaluation qui se fonde sur des légendes passées de mode ou les illusions du sens commun et qui ne s'appuie sur la comparaison entre les missions et les résultats revêtant nécessairement un caractère subjectif. L'ENAM pourrait se réformer, mais ne résume pas le mal administratif.

Premiere partie : Ces histoires qui nous gouvernent

On pourrait classer les pourfendeurs de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature en plusieurs groupes : ceux qui, bien qu'intelligents, n'ont pas pu être admis à son concours, parfois après plusieurs tentatives ; ceux qui, fort de leur parcours laborieux, ont eu peur de présenter ledit concours, convaincus d'avance qu'ils ne pourraient le braver ; ceux qui, bien que conscients de leurs limites, l'ont néanmoins présenté et qui, pour se faire bonne conscience ou s'affranchir des questions parentales, disent que des personnes les ont approchés pour leur demander soit de l'argent, soit… autre chose d'innommable. Il y a aussi ceux qui, usant du compagnonnage ou profitant du népotisme, sont néanmoins rentrés dans l'administration et, se retrouvant aux côtés des diplômés de l'ENAM, ont pu avoir, par les mêmes méthodes, des postes de responsabilités égaux ou supérieurs, et se sont, par ce fait, senti pousser des ailes. Et il y a, enfin, ceux qui, sans la moindre qualification dans aucun domaine, écument les plateaux de radio et télévision, la libéralisation de l'audiovisuel ayant transformé ces lieux en divans de psychologues, chacun venant y déverser la bile de son mal-être.

Certains de nos camarades d'université non admis à l'ENAM sont devenus de très hauts cadres dans le secteur privé, parfois des chefs d'entreprises de renom. D'autres sont aujourd'hui d'imbattables professeurs d'université, des chercheurs de qualité et des hauts responsables de l'administration. Bref, beaucoup ont réussi à faire valoir leur talent. Ils ne sont donc pas incultes. Mais, comment pourraient-ils, eux, penser que leurs camarades de bancs facultaires, brillants étudiants que nous étions, qui avons eu nos trois « mentions » durant les trois années de Licence en droit, avons brillamment bravé la Maîtrise et sommes classés majors au DEA, serions devenus subitement bêtes parce que nous avons été reçus au concours d'entrée à l'ENAM ? Est-on brillant parce qu'on a échoué ou est-on nul parce qu'on a réussi ?

Evidemment, il n'est pas question ici d'interroger le fonctionnement actuel des universités, ni le comportement qu'affichent certains de ses membres, notamment dans les réseaux sociaux. Cette querelle des intelligences serait inépuisable, mais le plus idiot ne serait pas celui qu'on imagine.

Pendant longtemps, et peut-être jusqu'à ce jour, les titulaires des baccalauréats « C » ou « E » s'estimaient plus brillants au motif que leur cursus mathématique ou leurs études en sciences physiques, plus poussées, les prédisposaient à la maîtrise de tous les savoirs. Ils s'appuyaient pour cela sur de bons exemples. Mais, savent-ils seulement, à l'opposé, que de nombreux « littéraires » ont fait de bonnes études d'ingénieurs et de médecine, se révélant dans d'autres cas comme de pointus économistes ? Peut-on établir une équivalence entre le brillant étudiant qui, avec une facilité singulière, obtient ses diplômes universitaires jusqu'au « master 2 » et décide de présenter le concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure pour devenir professeur des lycées et celui qui, escaladant laborieusement les marches de la science, soutient dix ans plus tard un doctorat normalement défendable trois ans après le DEA ou le Master ?

Cette illustration relativise le jugement sur la qualité du recrutement à l'ENAM que plusieurs observateurs confondent à celui de la crédibilité des concours d'entrée dans cette Ecole, lesquels sont parfois l'objet de toutes sortes d'affabulations, du fait des insuffisances parfois criardes, relevons-le honnêtement, décelées auprès de certaines recrues.

Mais, soyons sérieux et ne mélangeons pas tout. Les statistiques démontrent, en effet, que non seulement les élèves d'aujourd'hui, toutes sections confondues, ont une formation universitaire d'un niveau supérieur à celui d'autrefois, mais aussi que le niveau académique moyen des Elèves de l'ENAM n'a rien à envier, au moment de leur admission, à celui des autres Ecoles de formation de même prestige : l'Ecole Normale Supérieure (ENS), l'Ecole Polytechnique (ENSPY), l'INJS, l'IRIC, l'EMIA, l'Ecole Nationale Supérieure de Police (ENSP), celle des postes et télécommunications (SUPTIC) ou l'ESSTIC. Bien au contraire. En effet, pour la catégorie « A » de la fonction publique, alors que le recrutement à l'ENAM est ouvert aux titulaires d'une Licence ou d'une maîtrise selon les filières, les autres Ecoles citées (hormis l'IRIC et l'ENSPT) recrutent au niveau du baccalauréat et, souvent, comme à l'Ecole Normale Supérieure à une certaine période, sur la base d'un simple examen des dossiers. Même lorsqu'elles prévoient un second cycle de formation du niveau de la Licence (nous excluons alors ici l'ESSTIC et les médecins recrutés à l'EMIA ou à l'ENSP), la proportion des diplômés post-Licence en 1ère année (ou 4ème année ailleurs) est plus forte à l'ENAM ainsi que le montrent les tableaux que j'ai dressés dans mon livre à paraître sur « l'administration sur mesure ».

Les élèves reçus à l'ENAM sont donc d'un bon niveau, pour dire le moins. J'en connais qui sont à la fois ingénieurs diplômés de Polytechnique, docteur en sciences économiques et administrateurs civils. Attention, ils n'ont pas forcément de « bons » postes. J'en connais d'autres qui sont professeurs et administrateurs civils. Issus de divers domaines du savoir et dotés d'une solide culture générale, ils font preuve d'aisance et de rigueur, loin des clichés stéréotypés d'un formatage annihilant toute velléité d'esprit critique. Nombre d'entre eux sont très brillants et seraient capables de réussir dans n'importe quelle formation camerounaise ou étrangère. La proportion des Camerounais retenus pour un stage à l'ENA de Paris en est la traduction.

Dans les faits, les futurs énamarques ont souvent déjà présenté ou réussi d'autres concours dont la préparation a permis de développer bagage intellectuel, capacité de raisonnement et goût pour la compétition, ce qui n'est pas toujours le cas pour certaines institutions dont les élèves ne manquent pas d'avouer qu'ils s'y retrouvent « pour chercher un matricule » (c'est-à-dire, dans le langage camerounais, pour s'assurer un emploi dans la fonction publique).

Un niveau de formation, reflet du système éducatif national

Comme pour le niveau académique, le débat sur la qualité de la formation dispensée à l'ENAM repose sur de simples clichés, tout jugement de cette nature invitant à une visite préalable au sein du système éducatif en général. Car, il est courant d'entendre dire que les diplômes obtenus par la jeune génération ne leur permettent pas d'avoir la même personnalité, le même bagage intellectuel, la même culture et la même vivacité d'esprit que leurs aînés ; que la copie de dissertation d'un élève de terminale a, à plusieurs égards, un niveau de langue, d'organisation et d'argumentation largement en deçà de celle d'un aîné des années 60, 70 ou 80; qu'il est banal de trouver des fautes impardonnables d'orthographe et de grammaire dans des textes rédigés par des bacheliers dont la faiblesse intellectuelle, en d'autres matières, contrasterait fortement avec les diplômes obtenus. Dans le même ordre d'idées, l'on entend souvent ironiser sur l'incompétence présumée des ingénieurs camerounais de l'Ecole polytechnique, considérés comme incapables de construire des ponts et réduits à jouer les seconds rôles dans des entreprises conduites par des techniciens étrangers moins qualifiés. La même observation vise les ingénieurs agronomes, plus bureaucrates qu'opérationnels, les médecins, prompts à prescrire dès qu'ils sont sollicités, sans que ne soit entrepris le moindre examen en laboratoire, les professeurs de droit, incapables de conduire à terme un « comité de normalisation » de la Fédération de football, ou ceux des lycées et collèges dont la baisse de niveau relevée auprès des élèves reflèterait leurs propres lacunes.

De ce point de vue, l'on ne pourrait attribuer à l'ENAM la palme d'une incompétence apparemment générale. Car, s'il y a mieux, par endroits, il y a pire, quelquefois.

Mais, c'est-là presqu'un exercice d'anamorphose, qui pourrait être d'ordre générationnel plutôt qu'une critique de fond. Il est possible, en effet, que les jugements que l'on porte sur la qualité de la formation des jeunes tiennent non pas en l'absence ou à l'insuffisance des connaissances, mais, plutôt, en la façon dont celles-ci sont acquises, laquelle se départit de la compilation autrefois de mode, du fait de l'inexistence à l'époque d'outils électroniques susceptibles de suppléer l'usage de la mémoire et prompts à corriger automatiquement les fautes de grammaire et d'orthographe. Car, si cette critique porte principalement sur les disciplines littéraires et de culture générale, elle est moins sensible dans les épreuves scientifiques et technologiques où la connaissance semble plutôt avoir évolué.

Un monopole dirigeant illusoire

En imputant à l'ENAM les « tares » du pays, les communicateurs évoqués en introduction semblent donner l'impression que tous les cadres de la nation en sont issus, qu'ils soient de simples fonctionnaires, des membres du gouvernement et des cabinets ministériels ou des dirigeants d'entreprises publiques, ce qui est loin d'être le cas. C'est même une méprise scientifique énorme, une étude scientifique récente, dirigée par Fabien EBOUSSI BOULAGA, démontrant que la jeunesse camerounaise ne se trompait pas sur la réalité des choses, puisqu'elle attribue la responsabilité des dysfonctionnements de l'État au désengagement des politiques, et non au pouvoir envahissant des fonctionnaires.

D'abord, il est clair que l'ENAM ne forme pas tous les personnels de l'Etat et c'est sans doute par l'illusion que l'on peut penser que tous les cadres de l'administration publique en seraient issus. Faute de statistiques complètes sur le sujet, nous nous contenterons d'une observation empirique et de bon sens qui tient au différentiel entre le nombre annuel de diplômés de l'ENAM et le nombre de personnels de l'Etat recrutés chaque année, des assistants d'universités aux conseillers de jeunesse et animation, des professeurs de lycées aux administrateurs de prisons, des contractuels d'administration (plus de 25 000 en 2011) aux médecins, infirmiers, agronomes, etc.

Il convient de relever que l'administration publique n'est pas exclusivement générale ou financière. Elle est aussi technique, spécialisée. Elle n'est pas, non plus, essentiellement puisqu'elle comporte en son sein, au-moins dans les départements et domaines relatifs à la sécurité, des administrateurs et magistrats militaires, au sens large incluant la police, la gendarmerie, l'administration pénitentiaire. Or, l'ENAM ne forme aucun cadre militaire. Si l'on fait abstraction de ce que cette Ecole a, autrefois, formé les officiers supérieurs de la police et de l'administration pénitentiaire et qu'elle assure encore la production des cadres de la douane active, tous les autres fonctionnaires « en armes » lui sont étrangers. Pourtant, ces cadres militaires, policiers et pénitentiaires ont vocation, au même titre que les diplômés civils de l'ENAM, à occuper les mêmes fonctions au sein de l'appa-

core utile ?

reil administratif. Ce qui est d'ailleurs le cas dans la pratique, non seulement dans leurs administrations d'origine où ils occupent la quasi-totalité des postes de responsabilités, mais aussi dans les administrations civiles où bon nombre de policiers et administrateurs de prisons se sont incrustés, notamment dans les cabinets ministériels et dans les métiers qui comportent une certaine teneur sécuritaire, à l'instar du commandement territorial où ils comptent à leur actif un Gouverneur de province, des Préfets et de nombreux Sous-préfets.

Ajoutons à cette note que, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, tous les Administrateurs, Inspecteurs et Magistrats ne sont pas issus de l'ENAM. En effet, la fonction publique camerounaise a ceci de particulier que, comme dans les entreprises privées, elle prévoit des promotions sociales. Qu'est-ce à dire ? Cela signifie qu'un instituteur de l'enseignement général, sans avoir jamais été à l'Ecole normale supérieure peut se voir du jour au lendemain affublé du grade de professeur des Ecoles normales d'Instituteurs (PENI) par le mécanisme des avancements au choix en raison de son âge ou de son ancienneté. Admis à ce grade, qui, outre ce à quoi il renvoie techniquement, reste au Cameroun un grade administratif, rien n'empêche que ce nouveau « cadre supérieur » accède à toutes les fonctions réservées aux hiérarques. Ainsi, de nombreux « agents de l'Etat », dernière catégorie des personnels de l'administration, sont devenus par ce procédé, qui n'a rien de méprisant lorsqu'il est correctement mené, des administrateurs civils ou des inspecteurs des régies financières alors qu'ils n'ont jamais été à l'ENAM, créant parfois le trouble dans l'esprit d'usagers peu futés qui, induits en erreur par le grade qu'ils portent, rejettent sur l'Ecole les travers de leur incompétence.

L'ENAM n'a, non plus, l'exclusivité de la classe gouvernante. Ses diplômés constituent une portion congrue des Exécutifs successifs et n'écument pas les cabinets ministériels. Depuis le 15 Mai 1957, date de l'autonomie du Cameroun français, aucun des Chefs de l'Exécutif du Cameroun (MBIDA, AHIDJO et BIYA) ayant à cette date dirigé le Cameroun n'est issu de l'ENAM/ECA, 50% de Premier ministres non plus. De même, sur l'ensemble des personnalités ayant occupé des fonctions ministérielles ou équivalentes, et sous réserve de quelque erreur incluse dans les sources archivistiques, moins du quart sont issues de ces Ecoles.

Il serait également intéressant d'examiner la qualité des titulaires des postes de Secrétaires Généraux de la Présidence ou de Directeurs de Cabinet Civil, postes de pouvoir indiscutablement, lesquels ne sont aucunement l'apanage des anciens élèves de l'ENAM. Sadou Daoudou, Mbella Mbappe, Samuel Eboua, Jean Nkuete, Antoine Zanga, Joseph Owona, René Owona, Ferdinand Léopold Oyono, Martin Belinga Eboutou, Titus Edzoa, Marafa Hamidou Yaya, Peter Agbor Tabi, Jean Marie Atangana Mebara, Jean Baptiste Beleoken, Ngoh Ngoh Ferdinand, Jean Mvondo Ayolo ne sont pas diplômés de l'ENAM. Idem pour les Conseillers Spéciaux du Président : le Contre-Amiral Fouda et les Professeurs Luc Sindjoun et Narcisse Mouelle Kombi.

La même observation vaut, même avec moins d'intensité, pour les Services du Premier ministre : Pierre Moukoko Mbondjo, Ghogomu Paul Mingo, Séraphin Fouda, Pascal Nguihe Kante, etc, ne sont pas diplômés de l'ENAM, mais enseignants d'université.

Si l'on considère que les collaborateurs de haut niveau du Chef de l'Etat et du Chef du Gouvernement participent à la décision politique, l'on pourrait, à loisir, préciser que le Conseiller Spécial du Premier Ministre, le Professeur TOUNA MAMA, ainsi que sept Conseillers Techniques sur les neuf dont dispose le Chef du Gouvernement sont des enseignants d'université et non des diplômés de l'Enam.

Ces statistiques sont surprenantes si on les oppose au discours ambiant, les leaders d'opinion ayant réussi à diffuser l'idée selon laquelle les diplômés de l'Enam écumaient l'essentiel des postes de pouvoir et qu'ils formeraient, par leur statut spécifique, une petite caste à laquelle reviendraient l'honneur et la responsabilité de gérer l'Etat. On peut être, à cet égard, assez déçu qu'en dehors de l'étude publiée en 1983 par Pierre Flambeau NGAYAP et qui couvre la période de 1958 à 1982, très peu d'analystes politiques aient abordé le sujet et se soient eux-mêmes laissés endormir par ces illusions du sens commun. Et encore, à la question : « Cameroun qui gouverne ? », le brillant auteur, bien jeune à l'époque, n'avait pu apporter une réponse dépourvue d'ambiguïté, reconnaissant humblement la complexité de l'ensemble décisoire d'un pays, lequel comprend à la fois les « décideurs politiques », les « décideurs administratifs », les « décideurs économiques », catégories dans lesquelles figurent autant les membres du gouvernement, les parlementaires, les gouverneurs de région, les secrétaires généraux de la présidence, les préfets, les directeurs des administrations centrales, les secrétaires généraux de ministères, les responsables des organes du parti au pouvoir, des officiers de l'armée, les opérateurs économiques d'une certaine envergure, des diplomates, etc.

Il est dommage que cet ouvrage n'ait pas eu de suite, notamment pour la période couverte par le pouvoir de l'actuel Président de la République. Il est au-moins sûr, de façon empirique, que, non seulement les catégories sus-énumérées se sont depuis élargies, mais aussi les statistiques à l'intérieur de celles-ci ont beaucoup évolué.

Encore qu'il s'agit d'une catégorisation complexe qui pourrait inclure, outre les postes sus-énumérés, de nombreux décideurs de l'ombre, ceux qui peuvent bénéficier de l'écoute du Président ou du Premier ministre, ceux qui sont dans leurs confidences, conseillers privés, parents, amis d'enfance et qui, de ce simple fait, suggèrent ou proposent des décisions d'une portée publique indéniable.

La proportion des diplômés de l'ENAM occupant des fonctions importantes au sein des départements ministériels (Secrétaires et Inspecteurs Généraux, Inspecteurs, Conseillers Techniques, Directeurs) devrait, elle aussi, susciter une grande curiosité. Ainsi, le Secrétaire Général du Ministère des Finances est Statisticien Economiste, celui du Ministère de la Santé, Professeur de Médecine. Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples : MINADER, MINEPIA, MINAS, MINPROFF, MINREX.

Sait-on, par exemple, qu'aucun des trois derniers ministres de l'administration territoriale (donc depuis 20 ans) n'est issu de l'ENAM ou que la moitié des directeurs de ce département ne sont pas administrateurs civils ? Directeur de la Protection Civile : professeur de lycées. Directeur des Ressources Financières : traducteur-interprète. Directeur des Affaires juridiques : enseignant d'université. Sait-on qu'aucun Conseiller Technique du MINAT n'est diplômé de l'ENAM et que des neuf Inspecteurs de ce département ministériel, deux sont professeurs de lycées et deux autres, administrateur de prison ou ingénieur de génie civil ? Sait-on, par ailleurs, que pour les postes du rang de sous-directeur les diplômés de l'ENAM n'atteignent pas 30% des effectifs ?

Sait-on qu'il en est de même du Ministère de l'Economie, département sensible et important, qui décide, dans les faits, de ce que doit être le pays ? Outre le Secrétaire Général, l' « anthroprogramme » de ce département laisse apparaître qu'aucun Inspecteur Général n'est « enamarque » et que, sur les quinze postes de directeurs, deux seulement sont occupés par un diplômé de l'ENAM, un magistrat à la Division des Affaires Juridiques et un administrateur civil à l'aménagement du territoire, le reste revenant aux statisticiens, démographes, et enseignants.

J'admets volontiers qu'une telle démarche pourrait paraître simpliste, puisque le dispositif humain d'une structure étant, par nature, évolutif, l'anthropogramme est essentiellement provisoire. Je suis conscient surtout des contre exemples des ministères de la justice ou des finances. Le problème, à ce niveau, se pose au niveau de notre culture administrative et politique, car il se résume à savoir si l'on pourrait désigner des personnes autres que des magistrats pour occuper les fonctions de directeur au Ministère de la Justice ou si les directeurs du trésor ou de la douane pourraient ne pas être inspecteur du trésor ou de la douane alors que les vétérinaires exercent les fonctions de directeur au ministère de l'élevage, les agronomes au ministère de l'agriculture, les médecins et pharmaciens au ministère de la santé. Quant aux autorités administratives, je répondrai, au moins pour ce qui est des 360 Sous-préfets, qu'un bon cinquième n'est pas diplômé de l'Enam et qu'en tout état de cause, un sous-préfet ne décide pas, mais exécute une politique définie bien au-dessus de lui. La proximité quotidienne avec les administrés ne doit pas faire illusion.

Une portion congrue des responsables d'entreprises publiques

Dans le même ordre d'idées, contrairement aux préjugés, les diplômés de l'ENAM constituent une portion congrue des responsables d'entreprises publiques. Avec seulement trois DG issus de ses rangs, l'ENAM n'est pas l'« usine à patrons » qu'on dit. Même avant leur privatisation, CAMRAIL, CAMAIR, SONEL, SNEC n'étaient pas dirigées par des énamarques. La CRTV, SOPECAM, SNH, CSPH, CAMTEL, CAMWATER, CDE, CDC, IRAD, MIPROMALO, CNCC, PAD, CAMSHIP, ADC, APN, SODECAO, SODECOTON, SOSUCAM, SEMRY, CAMIRON, SCDP, MIRAP, MAETUR, CHANTIER NAVAL, etc, ne le sont pas.

Non, la désindustrialisation du Cameroun n'est pas liée au fait que les hommes de pouvoir auraient pris le pas sur les hommes de production. Les statistiques démontrent le contraire, y compris dans les établissements publics administratifs où la présence des énamarques pourrait pourtant ne pas surprendre. J'ajoute qu'aucune université, ni aucune assemblée parlementaire, ne sont, à l'heure actuelle, dirigées par un diplômé de l'ENAM. A qui devrait-on imputer les tares qu'elles exposent quotidiennement sur la place publique?

L'ENAM est donc encore utile et, surtout, défendable. Et ses atouts politiques et administratifs ne sont pas les moindres à faire valoir. Car, personne ne renierait que sa posture républicaine a permis jusqu'ici de transcender les appartenances. Oui, je le confesse, la réalité est plus prosaïque, l'organisation et la qualité de ses concours d'admission étant, on l'a déjà souligné, très souvent en débat, pour dire le moins ces derniers temps. Mais, ce débat ne peut émouvoir que si l'on est étranger au fonctionnement non pas du système, mais des organisations humaines, car ce reproche pourrait être fait à tous les pays du monde, à la presse comme au football où les recrutements et les carrières sélectionnent les « héritiers » au sens sociologique ou même biologique du terme. Ben Yahmed père, Mayébi père, Song oncle, Emana père, Songoo père, Fotso père ou Kana Biyick père ne sont pas des diplômés de l'ENAM. Mais, leurs enfants les remplacent à leurs postes, y compris sur les terrains de football, curieusement.

Il ne faut pas faire de grandes études de sociologie pour reconnaître, comme les spécialistes de la théorie de la circulation des élites eux-mêmes, que le fait de naitre dans le milieu constitue un avantage de départ, qui facilite l'accession ultérieure à l'élite. Les « héritiers » ont l'avantage de recevoir une préparation du fait que s'offrent à eux des possibilités de fréquenter les bonnes écoles, de faire de bonnes études, d'avoir le soutien matériel et financier de la famille. Des quelques années que je viens de passer sur terre, je ne me souviens pas d'avoir rencontré un « haut placé » qui n'aimerait se reproduire et … se perpétuer, au plan social. La tendance des gradés à faire bénéficier leur parentèle des avantages et du prestige dont ils bénéficient eux-mêmes serait donc un phénomène qui tend à se développer dans tous les systèmes. BUSH, TRUMP, MITTERAND, BOLLORE, CLINTON, KHADDAFI, BONGO, EYADEMA, ne sont pas des noms camerounais. Comme le reconnait Maurice DUVERGER, l'un des meilleurs spécialistes de ces questions, « toute bureaucratie, toute catégorie dirigeante, toute couche plus riche ou plus prestigieuse, tout groupe privilégié, toute élite essaie de se perpétuer héréditairement. Pour qu'ils ne puissent y parvenir, il faut que les mécanismes institutionnels les en empêchent. Encore ces mécanismes sont-ils difficiles à appliquer, parce qu'ils le sont généralement par ceux-là mêmes dont ils visent à limiter la perpétuation ».

Ce n'est pas cautionner la malgouvernance que de le dire, mais, reconnaître que, faute de pouvoir influer sur le processus, il est plus réaliste de s'appesantir sur le caractère républicain de la production, c'est-à-dire de savoir si ceux qui en sont issus sont crédibles, au sens de ce que la république attend techniquement d'eux. Quelques spécimens intriguent, mais ils ne sont pas majoritaires.

Nous pouvons donc reconnaitre à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature le mérite d'avoir su réaliser une certaine uniformisation du sentiment national, définir le socle identitaire et le développement d'un imaginaire de la nation par le brassage des Camerounais d'origines diverses, l'objectif étant de formater un sentiment national en permettant à toutes les régions de disposer de « représentants » au sein de la haute administration. Il s'agit d'une Ecole « nationale », en ce sens qu'elle a pour but de former des acteurs à compétence nationale, contrairement au CEFAM de Buéa par exemple où les schèmes de formation incitent à s'intéresser à l'intérêt régional ou local. Cette situation est sans doute favorisée par son implantation dans la capitale, sur un site unique, au contraire d'une institution comme l'Ecole Normale Supérieure, territorialement éclatée. Il convient de signaler, pour s'appuyer sur l'exemple français, que la délocalisation de l'ENA, de Paris à Strasbourg, a suscité à la fois une forte émotion et une vive critique dans l'opinion. Cela n'enlève évidemment rien au « nationalisme » des autres Ecoles, implantées ou non à Yaoundé.

De même, l'ENAM a fourni à l'État son encadrement administratif supérieur et elle s'est bien acquittée de cette tâche, comme un « moule » destiné à uniformiser les pratiques et réflexes professionnels et évitant à notre pays un « spoil system » lié aux procédés contractuels de recrutement dans la fonction publique.

Pour administrer la société, il faut que l'Administration s'administre elle-même.

A mon humble avis, les difficultés réelles de l'administration du Cameroun pourraient être liées au peu de considération accordé à la fonction administrative, au sens large. Dans notre administration, la mobilité transdisciplinaire des cadres et l'interchangeabilité des profils professionnels apparaît aujourd'hui comme un drame. Si la proximité des personnes issues de plusieurs couloirs de formation est un enrichissement, la gestion des postes de travail laisse encore à désirer. Toutes choses étant égales par ailleurs, l'on devrait attendre peu de choses d'un système où un démographe peut remplacer un enseignant du primaire au poste de Directeur des Affaires Générales d'un ministère et « enseigner » le droit à des juristes, ou celui dans lequel un professeur de lycée, option biologie, a pu remplacer un administrateur civil principal aux fonctions de Directeur de la Protection Civile ou encore celui où un traducteur-interprète devient, comme par enchantement, spécialiste des politiques budgétaires.

Nous ne devons pas dès lors nous étonner de la perception globalement négative que l'usager a de l'administration et, par ricochet, des diplômés de l'ENAM, de nombreuses personnes, confrontées à de réelles situations de tâtonnement, ayant fini par remettre en cause la légitimité des « administrateurs » en face d'eux. Pour administrer la société, il faut pourtant que l'Administration commence par s'administrer elle-même, en revenant à ses fondamentaux, dans une sorte de souci de soi. Qu'elle soit donc remise aux mains des administrateurs. Simplement.

Je vois d'ici le lever de bouclier que suscitera ma posture. Mais, l'on doit bien admettre que le processus administratif est spécifique et qu'il ne faut pas croire que dès lors que la fonction a créé l'organe, cet organe fonctionne.

De nombreuses études démontrent que la fonction administrative, que l'on définit comme une « fonction support », est celle qui détermine la bonne ou la mauvaise santé d'un Etat ou d'une entreprise. Et, pour cause, les pays actuellement considérés comme développés ou émergents se recrutent parmi ceux qui ont su mettre en place une structuration administrative et politique basée sur l'efficacité, tout comme les entreprises qui réussissent dans la durée sont celles qui, après de bons choix stratégiques, ont su mettre en place l'organisation humaine capable de mettre en œuvre ces stratégies de manière compétitive. Jean BRILMAN, auteur d'un ouvrage sur Les meilleures pratiques de management, ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme que « la bataille pour l'excellence et la compétitivité des entreprises déjà performantes va se focaliser dans les prochaines années sur la valeur apportée par les fonctions supports » (p. 282).

Non, non et non, la fonction d'administrer ne va pas de soi, selon le modèle du pilotage automatique, pas plus qu'elle n'est accessible au tout-venant, selon le principe de la prime à la débrouillardise par lequel on apprend en échouant.

Le procès de l'ENAM n'est donc pas le sien, mais celui de l'administration. Autant un médecin n'est pas naturellement un gestionnaire des hôpitaux, ni un enseignant d'anglais un traducteur attitré, autant l'ingénierie administrative ne peut être considérée comme acquise dès le décret de nomination.

C'eût pu être superflu de le rappeler si on ne l'avait trop souvent oublié !

*** limbouyem@yahoo.fr**
674-74-01-77

L'aéroport de Yaoundé-Nsimalen menacé de boycott

Sécurité. L'ambassade des États-Unis au Cameroun a émis une «alerte» faisant état d'une menace de suspension, par les compagnies aériennes à compter du 15 novembre 2018. Le ministre des Transport tempère et met en avant le niveau de sûreté des aéroports camerounais.

L'ambassade des Etats-Unis se fait l'échos des transporteurs qui s'inquiètent de «l'absence d'un accord sur les procédures de contrôle de sécurité avec les autorités de l'aviation civile du Cameroun».Aucun transporteur américain ne desservant Yaoundé-Nsimalen, l'ambassade demande à ses concitoyens, qui seraient en séjour au Cameroun, d'avoir des documents de voyage à jour et facilement accessibles, de se doter d'un plan pour voyager à partir de Douala, la métropole économique, s'ils doivent entreprendre un voyage international.

Il leur est également suggéré de surveiller les contenus des médias locaux pour les mises à jour, en cas de mise en pratique des menaces de boycott par les compagnies internationales, et d'organiser des plans de voyage afin d'atténuer le risque de perturbation potentielle. Selon nos sources, l'équipe managériale d'Adc a tenu vendredi dernier une séance de travail avec le comité de sécurité des aéroports, en vue de procéder à la restitution de l'exercice partiel du plan d'urgence, réalisé le 06 juin 2018 à l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen, et de faire le point de l'évaluation du processus de certification en cours dans les aéroports internationaux du pays.

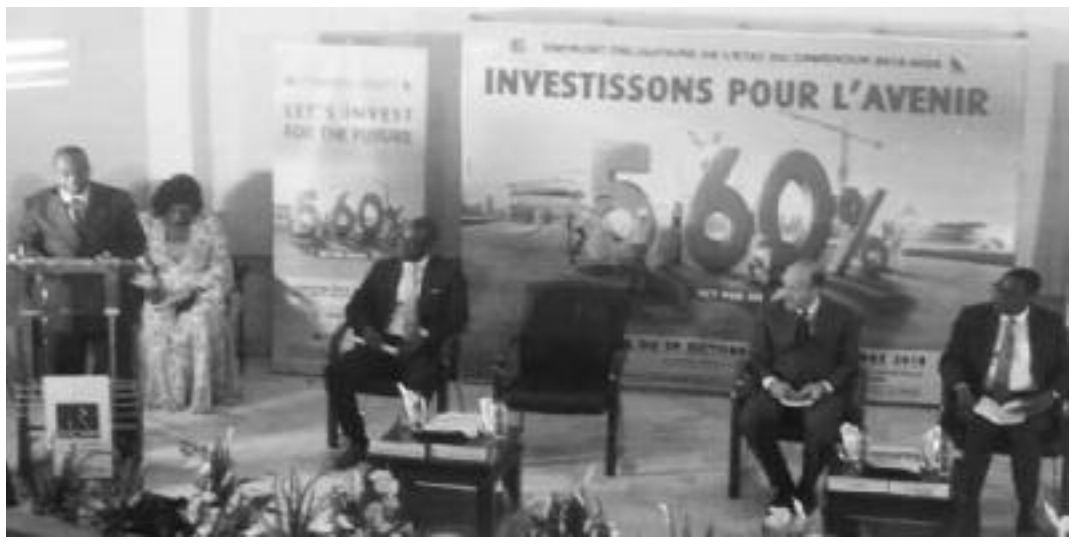
Un niveau de sûreté évalué à 70,96%

Réagissant au vent de panique suscité par la note de l'ambassade américaine, le ministre des transports a publié un communiqué le 12 novembre dernier pour tenter de rassurer l'opinion nationale et internationale. Ernest Ngalle Bibehe a tenu à préciser que « suite à l'audit de sûreté effectué par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (Oaci), courant avril 2018, les aéroports camerounais ont obtenu des résultats satisfaisants, avec un niveau de sûreté évalué à 70,96%, supérieure à la moyenne mondiale qui est de 65%. L'aéroport de Yaoundé-Nsimalen à quant a lui, présenté un niveau de sûreté supérieur à cette moyenne générale ». Fort de ces acquis, le ministre a tenu une concertation dans ses services avec les compagnies de voyage Air France et Brussels Airlines, le 12 novembre 2018. « Ces dernières ont tenu à féliciter le gouvernement pour les avancées significatives observées en matière de mise en œuvre des standards de sûreté d'aviation civile », indique la note ministérielle qui se félicite ainsi « des échanges fructueux qui ont permis d'aplanir quelques incompréhensions ». Un comité ad-hoc de suivi a été mis en place pour l'implémentation en synergie des mesures visant à atteindre un niveau optimal de sécurité.

Hiondi Nkam IV

206 milliards pour le Cameroun

5e emprunt obligataire. L'emprunt obligataire 2018-2023 de l'Etat du Cameroun d'un montant de 150 milliards de FCFA assorti d'un taux d'intérêt annuel de 5,6% a connu des souscriptions de l'ordre de 206 milliards de FCFA a-t-on appris mardi auprès de la Commission des marchés financiers (CMF), le régulateur de la bourse nationale, la Douala Stock Exchange (DSX).



Le dépassement de 56 milliards de FCFA que connait l'opération montre le succès ayant entouré le cinquième emprunt obligataire du Cameroun depuis 2011. Déjà entre lors du lancement des souscriptions le 26 octobre 2018, le ministre des Finances Louis Paul Motaze indiquait que 121,5 milliards de FCFA avaient été souscrits, et qu'il ne restait que 28,5 milliards de FCFA à compléter jusqu'à la fin des souscriptions prévue au 9 novembre 2018.

Les fonds mobilisés permettront de procéder au financement d'une quarantaine de projets de développement inscrits dans la loi de finances 2018, dont environ 100 milliards de FCFA destinés aux chantiers de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) qu'abritera le Cameroun en 2019.De sources informées, le gouvernement, au regard du succès engrangé autour de cette opération, pourrait introduire une demande de sur allocation auprès de la Commission des marchés financiers CMF du Cameroun.

Un déficit de 818,1 milliards pour le Cameroun

Balance commerciale. A fin juin 2018, l'activité économique sur le territoire camerounais a tout de même crû de 3,9%, comparée à la performance enregistrée au cours de la même période en 2017 selon les analyses de l'Institut national de la statistique (INS).

Au premier semestre 2018, les recettes d'exportation du Cameroun se chiffrent à 794,6 milliards de FCFA pour 2,5 millions de tonnes de marchandises, enregistrant ainsi des baisses de 16,8% en valeur et 24,7% en quantité par rapport au premier semestre de l'année précédente.

Pour ce qui est des dépenses d'importation du pays, leur valeur s'élève à 1612,7 milliards de F CFA pour 4,2 millions de tonnes de marchandises, enregistrant ainsi des hausses de 20,8% en valeur et 27,2% en quantité par rapport au premier semestre 2017. Conséquence, Le premier semestre 2018 enregistre un déficit de la balance commerciale de 818,1 milliards de FCFA, soit une augmentation de 437,7 milliards de F CFA (+115,1%) par rapport au premier semestre 2017.

En rappel, la balance commerciale est la différence, en termes de valeur monétaire, entre les exportations et les importations de biens ou de biens et services (dépend du pays) dans une économie sur une période donnée. On parle aussi de solde commercial. Une balance commerciale positive signifie que le pays exporte plus de biens et services qu'il n'en importe : on parle alors d'« excédent commercial » ou de « balance excédentaire ». Quand elle est négative, on parle de « déficit commercial ».

3,9% de taux de croissance

A fin juin 2018, l'activité économique sur le territoire camerounais a crû de 3,9%, comparée à la performance enregistrée au cours de la même période en 2017.Selon les analyses de l'Institut national de la statistique (INS), qui révèle cette information, cette vigueur de la croissance économique est essentiellement le fait des secteurs primaire et tertiaire.

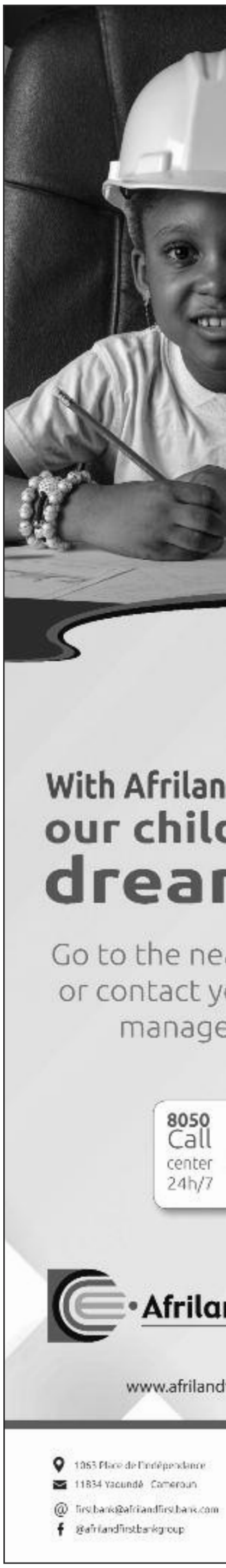
En effet, explique l'INS, dans le primaire, l'activité a crû de 4,6% par rapport à la même période en 2017, grâce à la bonne tenue des activités sylvicoles, de l'agriculture vivrière et de l'élevage, toutes choses qui ont permis d'annihiler les effets du déclin observé dans l'agriculture d'exportation (bananes, café, cacao, etc.)

Alors que la croissance dans le secteur secondaire déclinait de 0,3% par rapport au premier trimestre 2018 (1,3%), le regain des activités dans le tertiaire s'établissait à 4,7%. « La croissance observée dans le secteur est le reflet d'une activité soutenue dans presque toutes les branches d'activité », souligne le rapport de l'INS.

Hiondi Nkam IV

le jour

Publiez vos annonces
à partir de **5000 F cfa.**
*Améliorez votre visibilité
à moindre coût.
*Faites asseoir votre notoriété
*Booster vos affaires
*Réservez votre espace sur l'adresse suivante :
lejourservicecommercial@yahoo.fr
Yaoundé : 22 04 01 85 / 96 98 62 64
/ 99 74 95 85
Douala : 77 68 10 34 / 99 93 76 72



« Glow », du maquillage de qualité à petit prix

Entrepreneuriat. Alliant chic et simplicité, cet espace beauté promu par Laetitia Yota a ouvert samedi dernier à Elig-Essono à Yaoundé.

Les femmes doivent libérer leur éclat caché ! Car elles sont toutes belles», souligne d'entrée de jeu Laetitia Yota, la promotrice du « Glow ». Dans un décor simple mais attrayant, l'espace beauté a solennellement ouvert ses portes le 10 novembre à Yaoundé. Le lancement de ce « beauty store » situé à Elig-Essono face Tango Hôtel, n'est pas fortuit. Depuis quelques années, on assiste à un engouement des femmes pour le maquillage dit des stars et l'éclosion des maquilleurs de talents (le mot consacré aujourd'hui est make-up artist) tels que Durrel John, Deschamps Nana, etc, qui travaillent autant pour le show-bizz que les particuliers. Mais l'enthousiasme des femmes pour le make-up est souvent douché par les prix des produits proposés dans les bars à maquillage. « Il n'est pas facile pour une camerounaise de s'offrir un rouge à lèvre à 8000 F Cfa ou un fond de teint à 15000 F Cfa », fait savoir Elise, employée de bureau qui se ravitaille généralement dans les marchés auprès des détaillants installés aux abords des routes. Avec ces produits bon marché, les femmes s'exposent à de problèmes de peau qu'elles ont parfois du mal à traiter.

C'est à toutes ces femmes que Laetitia Yota a pensé. Elle l'a affirmé le 7 novembre face à la presse. « J'ai pensé à la masse, toutes les personnes, même celles achetant leurs produits de beauté très bon marché à Mokolo, Ndokoti ou à la sauvette, à celles qui ont des salaires moyens. Mon souhait est qu'elles puissent aussi se faire belles avec du maquillage de qualité ». Pour une fourchette de prix qui va de 1000 à 25000 F Cfa « Glow beauty store » propose: rouge à lèvres, gloss crayon à lèvres, crayons à sourcils, fard à joues, fards à paupières, blush, poudre compact, anti cernes, mascara, pinceaux, fards à paupières, gloss, poudre compacte, faux cils, vernis à ongles, BB crème, base, éponges, parfums, etc.

Le nouvel espace beauté entend être un distributeur rigoureux, très sélectif dans le choix des produits qu'il commercialise. « Nos produits sont de très bonne qualité. Ce sont des articles qui viennent de France et des États-Unis. Je teste personnellement ces produits et vous rassure qu'ils ne décapent pas la peau et ne provoquent pas de boutons sur le corps », a-t-elle dit. Et pour rassurer l'assistance, l'entrepreneure a présenté les égéries de la maison. L'ancienne Miss Cameroun et mannequin Valérie Ayena et l'entrepreneure et « influenceuse » mode Coco Emilia utilisent les produits de « Glow beauty store ». La boutique distribue aussi des produits d'entrepreneurs africains comme « Bold Make-up » lancée par deux camerounaises de la diaspora Anne Mbayem et Audrey Mouangue avec l'algérienne Isma Henani.

Les employés de « Glow beauty store » ne sont pas que des vendeuses. Elles accompagnent les clients dans leur choix et les aident pour leur conseil sur : comment choisir ou porter un fond teint avec le climat de Yaoundé, etc. Dans un décor qui allie charme et simplicité « Glow beauty store est un lieu propice à la flânerie où les clients pourront essayer les produits comme ils l'entendent », rassure Mme Yota.

Elsa Kane

"Révolutionner le secteur de la viande fumée"

Franc Nzokou. C'est l'objectif que se donne ce jeune camerounais à travers sa Pme, Maya Foods. Elle a vu le jour le 27 avril 2017.

Rien de grand ne s'est fait sans passion. Cette assertion de Hegel s'applique bien à Franc Nzokou. Après avoir fait une analyse de marché, il a décidé en 2017 de lancer sa Petite et moyenne entreprise qu'il a nommé Maya Foods. Situé non loin du rond point express, à Yaoundé, cette structure est spécialisée dans la viande et le poisson fumés. Si ce secteur d'activité connait un certain frémissement ces dernières années, force est de constater qu'il reste sous le joug du rudimentaire.

C'est l'une des raisons qui a amené Franc Nzokou, titulaire d'un Master en Marketing et gestion, dans ce secteur. Le jeune directeur général veut apporter sa douche et son savoir faire dans une activité où la norme n'est pas la chose la mieux partagée : « Nous avons pour ambition de rentre ce secteur d'activité professionnel. Il n'y a aucun standard sur le marché. Tout se fait de façon artisanale par nos mamans à la maison. Nous voulons nous positionner comme cette entreprise qui va venir donner un standard à ce secteur ». Pour permettre à la structure de se façonner ses ailles, 10 jeunes filles et garçons y travaillent au quotidien.

Trois viandes principales y sont fumées à savoir : le poulet, le porc et la viande du bœuf. A Maya Foods, on retrouve également le poisson fumé. Il est question pour ce trentenaire et sa jeune équipe d'inciter à la consommation du « made in Cameroun ». Dynamique et pleins ambitions, Franc Nzokou a fait de l'agroalimentaire une passion. Il parle de son activité avec un intérêt certains au regard des conditions de travail : « Nous maitrisons le fumage avec un four amélioré qui permet de réduire la teneur en carbone sur la viande. Il est saint à consommer ». Pour trouver sa matière première le « fumeur » travaille en collaboration avec des éleveurs. Jusqu'ici, May Foods réussit à produire une tonne de viande par mois.

Face à la demande de plus en plus croissante, Franc envisage de passer à 5 tonnes par mois dans un futur proche. Pour cela, il sollicite l'aide du gouvernement. L'appui souhaité l'amènera à mettre sur pied un poulailler entre autres, pour ne plus dépendre des éleveurs externes. L'aspect sanitaire occupe une bonne place dans la politique commerciale de sa Pme. Pour déguster ses produits, il faudra débourser entre 3500 fcfa et 6000 fcfa. Sa clientèle se recrute entre les femmes de ménages et les restaurants. La viande et le poisson fumés « made by Maya Foods », sont déjà dans les grandes surfaces. A notre sortie, Ahmed Nyah, attendait d'être lui aussi servi comme beaucoup d'autres.

S.C.P

La citation

« Le Cameroun attire prioritairement des acteurs économiques faits pour la jungle »

Guy Gweth

Le chiffre

29 747

tonnes

L'Association camerounaise de la banane (ASSOBACAM) a annoncé, vendredi à Douala, que les exportations de banane ont connu une forte baisse au cours des deux derniers mois avec seulement 29 747 tonnes commercialisées contre 43 141 tonnes l'année dernière sur la même période.

Elisa ®

VitaBiscuit

«simplement différent»

Africa Top Brand !

Web : www.elisavitabiscuit.com / E-mail : infos@elisavitabiscuit.com

elisavitabiscuit / Tweeter : @nezafi

A Member of NEZAFI CAPITAL

Urbain Olanguena Awono

Urgence d'un Nouveau Pacte Républicain et Social

Rêve d'avenir pour le Cameroun

Préface de Mgr. Samuel KLEDA
Archevêque Métropolitain de Douala

Prix: 10 000 frs

Les Editions du Schabel

Après "Mensonges d'Etat" l'auteur nous revient avec un puissant et engageant essai, qui trace les voies pour atteindre un Cameroun où chacun de ses enfants bénéficierait pleinement des potentialités immenses du pays...

On peut embastiller un homme, pas son esprit.

A lire absolument, par ceux qui croient encore au Cameroun.

Points de vente

Yaoundé:

Supermarché DOVV
Librairie des peuples noirs
Kiosque Hilton
La Marmite du boulevard
Kiosque Calafatas
Kiosque Minfi
Kiosque Primature
Le jour Yaoundé (Vallée Nlongkak)
Kiosque Rond point Nlongkak
Kiosque Touristique

Douala:

kiosque Lycée Technique Koumassi
Kiosque Cadastre Bonanjo
Librairie Professionnelle Bali
Le jour Douala (Carrefour Idéal Akwa)

Contacts:
699568622

Prix: 10 000 frs

le jour du Sport

Les Lions Indomptables au complet

Eliminatoire Can 2019. Ils sont 22 joueurs déjà présents au centre Karahma de Casablanca où l'équipe du Cameroun prépare son match contre le Maroc de vendredi prochain.

Casablanca, le 13 novembre 2018. Les lions lors de la séance d'entraînement.

Les choses sérieuses ont commencé pour les Lions Indomptables du Cameroun au Maroc. Ils préparent le match de la 5ème journée des éliminatoires de la Can Total 2019 qu'organisera la Cameroun. Bien que déjà qualifiée en tant que pays organisateur, la sélection camerounaise ne veut négliger aucun détail dans la préparation de ce match, qui est l'un des plus sérieux depuis l'arrivée de Clarence Seedorf et Patrick Kluivert à la tête du staff technique des Lions Indomptables. Le duo néerlandais utilise les matchs du Cameroun de la poule B comme des galops d'essai pour les joueurs qu'il convoque. C'est ce qui justifie la rotation dans la convocation des joueurs. A chaque liste il y a de nouveaux visages. Pour le match de vendredi prochain contre les Lions de l'Atlas, en dehors d'Oyongo Bitolo et Petrus Boumal, tous deux forfaits pour blessure, tout l'effectif est au complet au centre Karahma de Casablanca. Neuf autres joueurs sont venus s'ajouter aux 13 qui étaient déjà là lundi. Ce sont : Pierre Kunde Malong (Mayence), Jérôme Onguene (RB Salzbourg), Fabrice Olinga (Royal Excel), Fabrice Ondoa (KV Oostende), Jacques Zoua (Astra Giurgi), Clinton Njie (Marseille), Yaya Banana (Panionios), Michaël Ngadeu Ngadjui (Slavia Praga), Christian Bassogog (Henian Jianye de Chine).

Wilfried Kaptoum de Real Bétis en Liga espagnole convoqué pour remplacer Petrus Boumal reste attendu. A leur deuxième jour de stage, les Lions Indomptables du Cameroun ont eu droit à deux séances d'entraînements hier. La première s'est déroulée en mi-journée et la deuxième à 19h15 toujours au centre Karahma de Casablanca. « Les poulains de Clarence Seedorf ont fait des tests d'efforts (yo-yo test) et un travail de coordination technique de passe », nous renseigne Lucrèce Mebenga, la Team press officer des Lions Indomptables. Mais ceux des joueurs ayant pris part aux matchs dans leurs clubs respectifs sur le terrain ont été ménagés de ces exercices de la première séance d'entraînement. Ils ont été soumis à un travail de récupération par des exercices athlétiques. « Au cours de cette séance d'entraînement (en mi-journée, ndlr) d'environ deux heures, les joueurs étaient tous munis de kit de performance », précise la Team Press Officer.

Le regroupement des Lions Indomptables va déboucher sur ce match de vendredi à 20h, puis sur la rencontre amicale contre le Brésil à Londres mardi prochain. Clarence Seedorf aura, au terme de ces deux rencontres une idée de la valeur de son équipe.

Achille Chountsa

Aboubakar va mieux

Le médecin des Lions indomptables a rendu visite à Vincent Aboubakar il y a quelques jours et affirme que sa rééducation à Porto se déroule bien. Selon le professeur William Ngacthou, le retour de l'attaquant du FC Porto sur le terrain est envisagé dans six mois. Rappelons que Vincent Aboubakar a été opéré en fin septembre dernier à la suite d'une rupture du ligament croisé antérieur du genou gauche. Le professeur William Ngatchou a profité de cette visite à Porto pour transmettre à Vincent Aboubakar les encouragements des autorités camerounaises, de l'ensemble du staff et des joueurs de l'équipe nationale.

Brèves

Neymar au Real, Iniesta s'en moque

Durant de nombreuses semaines, la presse espagnole n'a pas hésité à mettre la pression sur le Paris Saint-Germain en affirmant que Neymar (26 ans, 11 matchs et 10 buts en L1 cette saison) souhaitait rejoindre le Real Madrid. Interrogé à ce sujet, son ancien partenaire au FC Barcelone, Andrés Iniesta (34 ans), a expliqué que si transfert de l'attaquant brésilien vers la Maison Blanche il y a, ce ne serait pas une déception.

"Cela ne me ferait pas mal parce que ce sont des décisions qui arrivent, a expliqué le milieu offensif du Vissel Kobe pour la Cadena SER. Le Real Madrid se renforcerait avec un joueur unique. De là à ce que ça fasse mal... Le Barça compte également des joueurs uniques et je les vois lutter pour tous les titres. Qu'Iniesta se rassure, vendre Neymar n'entre pas dans les plans des dirigeants parisiens.

Griezmann a titillé Le Graët

En octobre dernier, le président de la Fédération Française de Football Noël Le Graët avait reconnu un faible pour le défenseur central de l'équipe de France Raphaël Varane (25 ans, 53 sélections et 3 buts) concernant le Ballon d'Or. Une préférence de la part du patron des Bleus qui a provoqué quelques remarques dans le groupe.

"J'ai répondu Varane en raison des saisons qu'il vient de faire. Il est champion du monde et il a gagné trois Ligue des champions d'affilée, quatre en tout. On met rarement des défenseurs. C'est sûr que Griezmann m'a gentiment dit : 'Vous préférez Varane', Mbappé pareil. Mais je pense que Varane le mériterait sur ce qu'il a fait et son palmarès. Ils (Griezmann et Mbappé, ndlr) sont très intéressés, Griezmann suit à la seconde tout ce qu'on dit", a même avoué Le Graët sur RMC. Si le milieu du Real Madrid Luka Modric est le grand favori, Varane reste un concurrent de poids pour son coéquipier en club.

La demande de Mourinho pour cet hiver

L'été dernier, Manchester United a longtemps tenté de recruter un défenseur central supplémentaire avec des échecs concernant les pistes Raphaël Varane (Real Madrid), Jérôme Boateng (Bayern Munich) ou encore Yerry Mina (Everton). Mécontent par rapport à son secteur défensif, l'entraîneur mancunien José Mourinho a toujours l'intention de se renforcer à ce poste.

Ainsi, le technicien portugais a demandé à ses dirigeants de faire un effort en recrutant un défenseur central cet hiver selon les informations du média britannique The Telegraph. Si les noms des joueurs de l'Inter Milan Milan Skriniar et de Tottenham Toby Alderweireld sont mentionnés, les deux éléments semblent trop difficiles à attirer et les Red Devils vont devoir continuer de chercher la perle rare en janvier.

Pierre Vincent NGAMBO FONDJO

LA RETRAITITUDE

DANS LA FONCTION PUBLIQUE CAMEROUNAISE

Entre naufrage programmé et repos souhaité

10 000 frs

POINTS DE VENTE YAOUNDÉ :

-Kiosque Hilton
-Kiosque Touristique
-Kiosque Calafatas
-La marmite du Boulevard
-Kiosque Minfi
-Kiosque Rond point PM
-Kiosque Rond point Nlong-kak
-Librairie des peuples noirs
-Dovv Bastos

Les Editions du Schabel

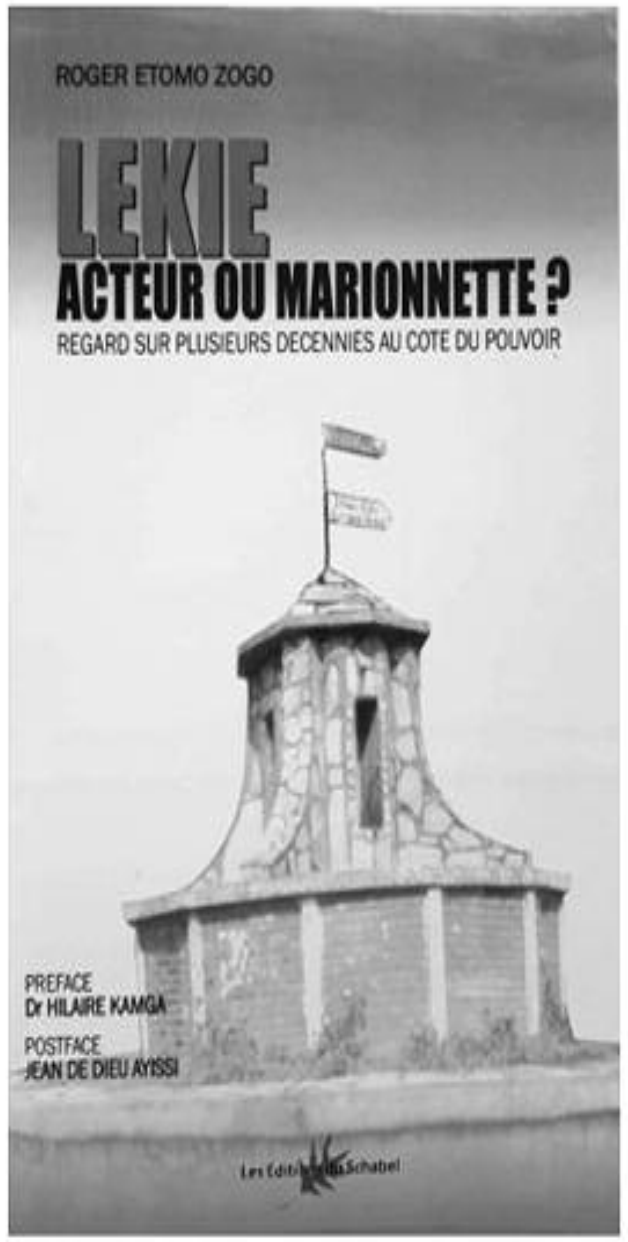
Parus aux éditions du SCHABEL

10 000 frs

Contacts:
Yaoundé: 699 56 86 22
Douala: 674 0995 30

POINTS DE VENTE DOUALA :

-Kiosque Lycée Technique Koumassi
-Kiosque Pmuc
-Kiosque Rond Ecole Publique Deido
- Kiosque du Restaurant La méditerranée
-Kiosque Hôtel IBIS
-Kiosque Hôtel SAWA
-Kiosque Rond Cadastre Bonanjo
-Kiosque Garantee Express
-Librairie Professionnelle Bali
-Le Jour
-Kiosque Aéroport



10 000 frs

As Fap représentera la région du Centre

Inter-poules 2018. L'équipe du ministère de la Défense a étrillé l'Académie football club Nyom 2 (5-0) à l'occasion de la finale régionale des barrages hier à Yaoundé.

Yaoundé, le 8 novembre 2018. Les joueurs de Fap à la mi-temps contre Fauve Azur lors du match de barrage.

La région du Centre tient son représentant pour les inter-poules 2018. As Fap s'est facilement imposée (5-0) hier, 13 novembre 2018, au centre technique de la fédération camerounaise de football à Odza, face à l'Académie Nyom 2. C'était à l'occasion du clap de fin des barrages régionale. Pour cette finale très courue, on a eu droit à une rencontre à sens unique. L'équipe du Colonel Benoît Akini a marché littéralement sur son adversaire au plaisir des nombreux militaires venus prêter mains fortes aux leurs.

C'est Padio Keuzeu qui débute le festival offensif de la grande muette. L'avant-centre a fait trembler les filets dès la 6ème minute de jeu. A la 29ème minute, l'intrépide Hervé Eloundou double la mise après une superbe action de Christian Onguene sur le côté droit. Dépassé par la foudre d'en face, l'Académie Nyom 2 va perdre presque toutes les balles et les duels au milieu de terrain. Les différentes consignes données par l'entraîneur, Simon Essim de Nyom 2, ne porteront pas ses fruits. Les chants entonnés dans les gradins résonneront comme des catalyseurs d'énergie pour les hommes en tenue. C'est sur ce score (2-0) que les 22 acteurs ont regagné les vestiaires.

A la reprise, As Fap, requinqué par le discours galvanisant du Colonel Benoit Akini, vont monter en puissance face à une équipe de Nyom 2 timorée et en panne d'inspiration. A la 63ème minute, Jassen Djebe Saroua, le gardien des académiciens est cloué au pilori. Il sera impuissant face à un coup franc chirurgical de Jules Eyenga. 7 minutes plus tard (70ème minute, ndlr), Michel Assako a inscrit le 4ème but de la partie. Simon Jacques Essim a multiplié les remplacements sans réussir à tromper Pierre Mpatoutou, le gardien de Fap, « armée » pour la circonstance. Hervé Eloundou, a profité de l'absence défensive de Nyom 2 pour signer son doublé.

Après plusieurs années passées en ligue régionale, As Fap football nourrit l'envie de retrouver l'Elite Two cette année. Il sera question de faire mention honorable face aux différents adversaires des inter-poules. Du côté de l'Académie Nyom 2, on pense déjà à la saison prochaine. Après deux ans d'existence seulement, cette finale entrera dans l'histoire car pour cette année, le niveau était très élevé.

Solière Champlain Paka

Réactions

« On a répondu physiquement »

Cyrille Pierre Bilong, *l'entraîneur As Fap football*

Depuis la phase retour de notre championnat régional, l'équipe s'est transformée sur le plan offensif. Nous avons fini la phase aller avec 5 buts et la phase retour avec 15 buts. On a mis beaucoup l'accent sur la finition. A l'issue de cette finale, nous sommes très satisfaits. C'est un travail acharné mené par toute l'équipe. Physiquement et mentalement on a répondu présent. Il est question pour nous désormais de représenter valablement la région du Centre aux inter-poules. On va travailler pour ce grand événement.

« Je n'ai pas reconnu mes joueurs »

Simon Jacques Essim, *l'entraîneur de l'Académie Nyom 2*

A chaque défaite, il faut tirer les leçons. Je n'ai pas reconnu mes joueurs cet après-midi. On n'a reconnu aucun joueur. On a compris qu'il y a des détails à régler lors de telle rencontre. On a senti un adversaire qui en voulait. On n'a pas de souci. On va essayer d'expliquer aux enfants que rien n'est perdu. On a juste un an. On souhaite bonne chance à As Fap football pour la suite. C'est le représentant de la région de l'Ouest pour les inter-poules. En ce qui nous concerne, on va continuer à travailler car Nyom 2 est un centre de formation.

Propos recueillis par S.C.P

Récompenses

Meilleur joueur : Hervé Eloundou, As Fap football

Meilleur buteur : Michel Assako, As Fap football

Les Lionnes cadettes entrent en scène

Uruguay 2018. Elles affrontent les Etats-Unis au stade Alberto Suppici de Colonia pour leur premier match de poule à l'occasion de la Coupe du Monde féminine U17 de football.

Colonia, le 13 novembre 2018. Les lionnes U17 au cours de leur dernière séance d'entraînement.

Le coup d'envoi de la Coupe du Monde féminine U17 de football a été donné hier en Uruguay. Le Brésil et le Japon se sont séparés sur le score de zéro but partout en match d'ouverture. Le Cameroun prend part à cette compétition et se trouve déjà Colonia, la ville où est basée la poule C. Les lionnes Indomptables U17 du Cameroun affronte les Etats-Unis ce soir à 19h au stade Alberto Suppici de Colonia. L'équipe du Cameroun a effectué sa dernière séance d'entraînement hier. Seulement, pour des raisons de pluviométrie abondante et dans le souci de la préservation de la l'état de la pelouse du stade Alberto Suppici, les jeunes Lionnes n'ont pas pu faire la reconnaissance du terrain ; elles se sont entraînées sur le stade annexe, sur le gazon synthétique, selon les informations de Josiane Matia, la Team press Officer de cette équipe.

Après la séance d'entraînement, les quatre sélectionneurs des équipes de cette poule C (Etats-Unis, Allemagne, Corée du Nord et Cameroun) ont donné une conférence de presse. Au moment où nous allions sous presse, nous n'avions pas encore les échos de cette rencontre des sélectionneurs avec les journalistes.

Stéphane Ndzana, le sélectionneur des Lionnes U17, a fait le point sur l'état d'esprit de ses joueuses hier après la conférence de presse d'avant-match : « L'état d'esprit des enfants est bien. Nous continuons à les galvaniser. Nous sommes dans une poule relevée. On a des adversaires coriaces que nous connaissons déjà. Il nous faut bien gérer nos matchs. Et je pense que nous sommes fins prêts pour aborder le match. Notre adversaire est une équipe respectable qui a déjà gagné beaucoup de trophées. Mais, nous sommes venus pour jouer. Nous n'allons pas nous laisser faire », a déclaré le technicien.

Les Lionnes sont arrivées à Colonia dimanche dernier. « Lundi elles ont eu une journée chargée. Les joueuses de Stéphane Ndzana ont assisté à deux séminaires Fifa sur l'intégrité et la manipulation des matchs en présence notamment de Vero Boquete, l'ancienne capitaine de l'équipe féminine d'Espagne. Après une séance d'entraînement dans l'après-midi, l'équipe a reçu la visite de l'Ambassadeur du Cameroun au Brésil, Martin Agbor. Ce dernier est venu présenter les encouragements du gouvernement et de la communauté camerounaise en Amérique du Sud », a indiqué Josiane Matia. Après le match de ce soir, les Lionnes U17 affrontent l'Allemagne samedi, 17 novembre prochain et leur dernier match de groupe, le 21 novembre prochain contre la Corée du Nord, championne du Monde en titre.

A.C

Brèves

Oblak prêt à claquer la porte ?

L'Atletico Madrid va-t-il vivre un nouveau feuilleton ? Annoncé tout proche de prolonger son contrat avec le club espagnol, le gardien Jan Oblak (25 ans, 12 matchs en Liga cette saison) pourrait finalement quitter le club espagnol ! En effet, d'après les informations du quotidien Marca, le Slovène, frustré par la longueur des discussions concernant son futur bail, souhaite partir des Colchoneros dès le prochain mercato d'hiver.

Bien évidemment, il semble s'agir d'un énorme coup de pression de la part du portier afin de forcer la main à ses dirigeants concernant une meilleure offre. En attendant, même si Oblak reste sous contrat jusqu'en juin 2021, l'Atletico doit se méfier avec une clause libératoire fixée à 100 millions d'euros que de nombreux clubs européens seraient prêts à payer pour l'un des meilleurs joueurs du monde à son poste.

Real : Blanc comprend Zidane

En fin de saison dernière, après avoir remporté une troisième Ligue des Champions en trois ans, Zinedine Zidane a décidé de quitter son poste d'entraîneur du Real Madrid. Interrogé sur le choix de son ancien coéquipier en équipe de France, Laurent Blanc comprend cette sortie par le haut.

"Non, pas par le haut. Par le très, très, très haut ! C'est immense ce qu'a fait Zizou. Quand on a vécu ce métier de l'intérieur, on peut le comprendre. Après, il faut avoir la moelle pour le faire. Il n'y a pas beaucoup d'entraîneurs qui en sont capables. Il y a toujours des choses qui t'amènent à continuer... Mais Zizou avait les éléments en main, on l'a vu par la suite avec le Real", explique le Cévenol dans les colonnes de France Football. Zidane avait senti que l'équipe arrivait en fin de cycle. Et le début de saison des Merengue ne lui a pas donné tort.

Veiller au respect des délais prescrits

Can Total Cameroun 2019. Cette exigence a été faite par les experts de la Confédération africaine de football (Caf) lors de leur visite d'inspection des infrastructures sportives sur le site de Bafoussam hier.

Bafoussam, le 13 novembre 2018. Les membres de la mission d'inspection de la Caf au stade municipal de Bamendzi.

La délégation des experts de la 4ème mission de la Caf conduite par Antony Baffoe, le secrétaire général Adjoint de la Caf chargé de Sport et Développement, a pu apprécie le niveau d'avancement des travaux sur le site de Bafoussam. L'objectif pour cette visite était centré sur l'évaluation des travaux des pelouses, des vestiaires, des parkings et de la tribune présidentielle du stade de compétition de 20.000 places à Kouékong et dans les différents stades d'entraînement. Au stade annexe de l'Omnisports, les travaux affichent 49.76%. Ici, les experts ont pu apprécier les travaux de construction avec la pose des carreaux dans les vestiaires, les poteaux supports de la couverture du stade déjà réalisées. Les gradins qui n'attendent que plus que les sièges et les parkings en cours de réalisation. Au stade municipal de Mbouda, l'heure aux travaux de finitions des vestiaires. On enregistre ici, un taux 48.73%.

Aux stades de Bamendzi et de Bandjoun, beaucoup d'efforts restent à fournir au niveau des vestiaires. L'entreprise prestataire Cmec parle d'un taux respectif de 49.70% et de 49.80%. A Tocket, le taux de réalisation des travaux est de 41.34%. Dans ce stade, les inspecteurs de la Caf ont pu constater que les vestiaires sont en cours de réalisation. Pour ce qui est de la sécurité, les experts ont exigé l'accélération des travaux de la clôture et de l'éclairage. L'entreprise Cmec dit n'attendre que la livraison des équipements de sécurité déjà commandés. Au stade principal de compétition à Kouékong-Bafoussam, les travaux d'extension de la couverture de la tribune présidentielle restent encore attendus.

Pendant cette visite d'inspection sur le site de Bafoussam, les émissaires de la Caf ont été à l'hôtel « Beau Lieu » et « Bantou hôtel», dont le taux d'avancement de travaux reste moins satisfaisants. Répondant aux inquiétudes de la délégation d'Antony Baffoe, Cmec dit mettre actuellement un accent sur les stades d'entraînement. Au regard du rythme et du taux de réalisation des travaux, les experts sont encore inquiets quant au respect des délais de livraison des chantiers fixés pour la fin du mois de décembre 2018. L'entreprise prestataire a assuré les émissaires de la Caf de ce que ce délai de livraison des différents chantiers fixés selon les cahiers de charge seront respectés. Malgré les assurances données par Cmec en charge des travaux dans les différents stades, les experts de la Caf ont dit accorder un intérêt particulier au respect de ces délais prescrits par l'instance faitière de football africain pour la livraison des différents chantiers.

Aurélien Kanouo

Les Lionnes mettent le cap sur Accra

Can féminine Ghana 2018. Elles retrouvent le site de la compétition ce jour après un dernier match amical contre la Côte d'Ivoire.

bidjan, le 13 novembre 2018. Les Lionnes Indomptables à l'entraînement.

La sélection ivoirienne de football féminin n'est pas qualifiée pour la Can Ghana 2018. Mais, elle sera un bon sparring-partner pour les Lionnes Indomptables du Cameroun, qui ont passé 10 jours de stage d'acclimatation à Abidjan, la capitale de la Côte d' Ivoire, pays limitrophe au Ghana. Ce match est programmé à 9h au Centre technique national de Bingerville à Abidjan. Cette rencontre permettra au staff technique des Lionnes de revoir à l'œuvre son équipe et de régler certains automatismes. Après ce match, les Lionnes Indomptables prendront le chemin d'Accra où est basée la poule A dans laquelle on retrouvera le Ghana, pays organisateur, le Mali et l'Algérie. Les Lionnes partiront d'Abidjan cet après-midi à 16h. Elles seront logées à l'hôtel Alisa d'Accra.

La sélection nationale féminine de football du Cameroun a effectué une séance d'entraînement hier matin à 7h au Centre technique Bingerville. Les joueuses, selon les informations d'Awa, la Team press Officer, étaient de repos dans l'après-midi, question de récupérer. Le coup d'envoi de la Can féminine 2018 aura lieu samedi prochain avec, en ouverture Ghana contre Algérie. Les Lionnes Indomptables joueront ensuite contre le Mali.

A.C

Brèves

Solari, c'est bien confirmé (off.)

Comme nous vous l'indiquions lundi, la Fédération espagnole de football avait confirmé l'homologation du contrat de l'entraîneur Santiago Solari au Real Madrid. Jusqu'ici intérimaire, le technicien argentin a été officiellement maintenu à la tête des Merengue avec un contrat jusqu'en juin 2021, selon un communiqué publié ce mardi par le club ibérique. Une juste récompense pour Solari, qui a aligné 4 victoires en 4 matchs toutes compétitions confondues depuis son arrivée.

Monaco répond à la FFF et la LFP

Comme nous vous l'indiquions ce mardi, la Fédération Française de Football et la Ligue de Football Professionnel ont saisi la Commission Fédérale du Statut du Joueur Elite de la FFF et la Commission Juridique et de la LFP pour mener une enquête sur les possibles transferts de mineurs à l'AS Monaco. Dans un communiqué officiel, le club de la Principauté a répondu aux deux instances.

"L'AS Monaco dément les informations parues dans un article de Mediapart ce mardi. Le club monégasque affirme qu'il respecte non seulement les lois applicables mais également les règlements des instances sportives nationales et internationales dans le cadre des recrutements de joueurs mineurs. Il se tient à la disposition de la FFF et de la LFP pour venir s'expliquer sur ses méthodes de recrutement", peut-on lire. Il va falloir désormais attendre le dénouement de l'enquête.

Messi parle du niveau de la Liga

Quatre points, c'est l'écart qui sépare le FC Barcelone, leader, du Real Madrid, 6e en Liga après 12 journées. Pour l'attaquant Lionel Messi (31 ans, 10 matchs et 9 buts en Liga cette saison), voir autant d'équipes batailler pour le titre, comme ce fut rarement le cas dans un passé récent, est une excellente nouvelle pour le championnat espagnol.

"C'est une bonne chose, la Liga est plus compétitive que jamais et tout le monde peut battre tout le monde. C'est une bonne chose pour la Liga, pour les spectateurs et j'espère que ça va continuer comme ça longtemps. J'espère qu'au final, on pourra terminer en tête", a soutenu l'Argentin pour Marca. Des cadors moins impressionnants, des outsiders en confiance, la Liga promet d'être disputée jusqu'au bout.